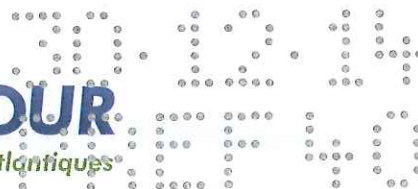




INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jeudi 4 décembre 2014 à 14h00

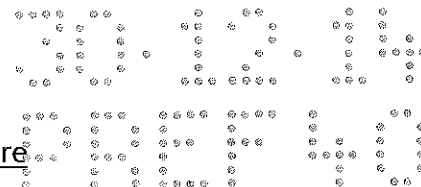
**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : MM AUROY, CABE, CASTET, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CHANTRE et LAJUX

Etaient excusés : Mme LAFITTE, MM CASTAINGS, CAUSSE, COUTURE, BEAUQUESTE, FAUQUE et VERDIER



Mise en place d'une participation à la protection sociale complémentaire

Exposé des motifs

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaires auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositif de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Le 1^{er} janvier 2009, l'Institution Adour avait souscrit auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale avant la publication du décret sus visé, un contrat de prévoyance collective « garantie Maintien de Salaire » avec une participation financière de l'employeur, entériné par le conseil d'administration.

La commission européenne a déclaré illégales ces participations. Aussi afin de se mettre en conformité avec les textes, une lettre de résiliation devra être adressée par la collectivité à la MNT afin de formaliser la rupture du contrat collectif existant au 1er janvier 2015.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 prévoit désormais que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant les conditions de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestés par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Dans le domaine de la prévoyance, la collectivité souhaite continuer à participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire pour la garantie maintien de salaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et notamment son article 39,

Vu la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique notamment son article 38,

Vu les dispositions du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du comité technique paritaire,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

DECIDE

30.12.2014
14h40

Article 1

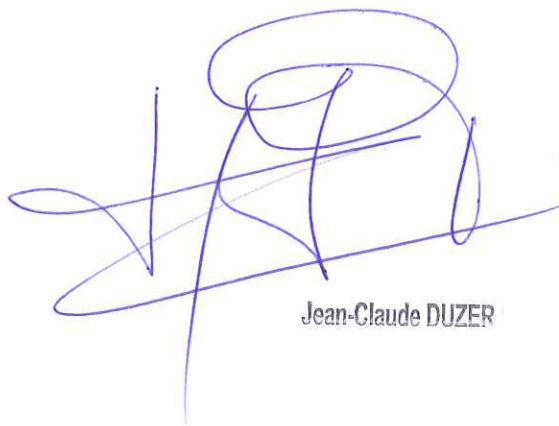
De participer à compter du 1^{er} janvier 2015, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, à la couverture de prévoyance souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents.

Article 2

De verser à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée une participation mensuelle de

- 5€ pour les agents de la catégorie A
- 7€ pour les agents de la catégorie B
- 10€ pour les agents de la catégorie C

Le Président,



Jean-Claude DUZER

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX